

LUTTE OUVRIÈRE

JOURNAL COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
POUR LA CONSTRUCTION DE LA LIGUE ANTILLAISE DES TRAVAILLEURS
POUR LA LIBERATION DES ANTILLES
POUR LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT A LA MARTINIQUE
ET A LA GUADELOUPE
POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

SOMMAIRE

ÉDITORIAL : ISOLER LA C.G.T. ET LE P.C.F.	Page	1
MARTINIQUE : LA SITUATION SOCIALE	Page	4
GUADELOUPE	Page	6
LE SCANDALE DES CANTINES	Page	10
ITALIE : ATTENTATS	Page	12
CONFÉRENCE DE LA HAYE	Page	13
U.S.A. LES PANTHÈRES NOIRES	Page	14

EDITORIAL : EN FRANCE :

ISOLER LA C.G.T. ET LE P.C.F. ATTAQUER LA CLASSE OUVRIÈRE TELLE EST LA TACTIQUE DE LA BOURGEOISIE

Depuis deux semaines, il semble que la vague de grèves qui balayait l'ensemble de la France se soit quelque peu apaisée.

On se souvient des mesures prises par le gouvernement à la fin des vacances 69 : dévaluation, plan d'austérité, restriction du crédit, etc... autant de mesures qui devaient, à la longue, porter atteinte au niveau de vie des travailleurs.

La politique du gouvernement français pouvait être résumée en ces termes : "Travailleurs, consommez moins, travaillez plus et revendiquez moins".

Mais les travailleurs ne l'entendirent pas de cette oreille, et dès la rentrée, le mécontentement se manifestait par la grève des roulants à la SNCF qui s'étendit dans toute la France. Cette grève devait être suivie d'une véritable vague qui, sans pour autant balayer tout sur son passage, n'en était pas moins sensible dans toutes les branches de l'économie. Le mécontentement était réel dans la classe ouvrière. Même plus, d'autres couches sociales, elles aussi, devaient manifester leur mécontentement, qu'il s'agisse des petits commerçants, des artisans, des paysans ou des étudiants.

Mais jusqu'ici aucun de ces mouvements de mécontentement n'est allé jusqu'à une lutte ouverte et décidée contre les plans du gouvernement.

Les syndicats, et en particulier la CGT, qui auraient pu être les animateurs, les organisateurs d'une offensive des travailleurs contre les mesures d'austérité ont tout au plus suivi le mouvement, le mettant en branle dans certains secteurs pour mieux le contrôler ensuite. Ce fut le cas à la SNCF, la RATP, aux PTT notamment.

Les syndicats, et la CGT en particulier, étaient bien à la tête de ces mouvements mais ils s'arrangeaient toujours pour éviter toute enver-

gure entre ces différentes luttes. Aux P. et T. les dirigeants syndicaux organisaient systématiquement la division du mouvement. Chez Renault, où le mécontentement était grand, les syndicats, là aussi, CGT en tête organisèrent "la désorganisation", car ils savaient que les travailleurs avaient les yeux fixés sur ceux de Renault. Aucun mouvement de grande ampleur ne se fit chez Renault.

Après trois mois de grèves, de mouvements divers, d'occupations d'usines, de manifestations, on peut dire que les travailleurs n'ont pas pu mettre en échec les mesures gouvernementales d'austérité. Bien mieux, le gouvernement s'appuyant sur une partie de "l'opinion publique", avance ses pions et contre-attaque, prudemment il est vrai. Cela s'est manifesté en trois occasions : la manifestation contre la guerre du Viet-Nam où le gouvernement a fait étalage de ses forces de répression, interdisant la formation d'un cortège important de manifestants. En agissant ainsi, le gouvernement tenait à montrer qu'il ne tolérerait pas que le mécontentement s'exprime dans la rue. Il y eut ensuite l'épisode de la grève de l'EGF et le discours de Chaban-Delmas. En cette occasion, la tactique du gouvernement apparut clairement : attaquer la CGT et le PCF, monter l'opinion publique contre eux. En définitive, derrière la CGT et le PCF, c'est l'ensemble de la classe ouvrière que le gouvernement veut attaquer, calomnier et isoler pour rendre plus difficile la lutte revendicative.

Puis ce fut la signature du "contrat de progrès à l'EGF", contrat par lequel les signataires (FO, CFDT et les cadres) s'engageaient à déposer un préavis de trois mois avant toute grève. Pour l'instant la CGT n'a pas signé le contrat, mais elle ne mène pas une campagne active contre lui, préférant préparer "un référendum" pour connaître "l'avis de la base".

En fait de "contrat de progrès", il s'agit pour le gouvernement de discipliner le mouvement ouvrier, lui faire admettre les seules augmentations prévues par les plans des patrons et du gouvernement. Il s'agit donc d'avoir en face de soi des interlocuteurs valables, sages, compréhensifs. Et aux yeux de la bourgeoisie, la CGT ne l'est pas assez. C'est surtout cela qu'on lui reproche. La bourgeoisie sait bien qu'elle n'a rien à craindre de la CGT, sur le plan de son renversement révolutionnaire évidemment. Elle sait que la CGT est tout aussi opposée qu'elle, (tout au moins ses dirigeants) à tout changement révolutionnaire de la société capitaliste. Mais pour la bourgeoisie, la CGT fait preuve d'irresponsabilité en suscitant ou en couvrant, ou en étendant des mouvements de grève uniquement pour ne pas perdre pied dans la classe ouvrière. En somme, ce que la bourgeoisie reproche à la CGT, c'est de ne pas faire passer les intérêts bourgeois avant les intérêts d'organisation de la CGT. Le reproche s'adresse aussi au PCF qui tire sa puissance du contrôle même de la CGT.

Tout cela conduit finalement la Bourgeoisie et son gouvernement à développer une politique d'hostilité franche contre le PCF et la CGT. Le but d'une telle tactique étant l'isolement du PCF. Mais derrière une telle politique, c'est finalement l'ensemble du mouvement ouvrier qui est visé.

On ne sait qu'elle sera l'attitude du PCF, de la CGT et des autres syndicats, de la CFDT notamment, devant la tactique gouvernementale. Sauvent-ils voir que leur meilleure défense passe par la classe ouvrière, par sa mobilisation, son organisation contre la bourgeoisie ? On peut en douter sérieusement quand on connaît la politique que ces organisations ont

menée depuis des dizaines d'années.

Quoiqu'il en soit, il est sûr que les travailleurs auront à mener dans un avenir proche de dures batailles contre le gouvernement et ceux qu'il sert, les patrons. Cette lutte nécessitera toute leur énergie et leur organisation avec ou sans les syndicats. C'est à travers ces luttes que se formeront les travailleurs révolutionnaires qui demain conduiront leurs camarades à l'assaut final contre la classe d'exploiteurs qui régentent actuellement le monde.

Les travailleurs antillais qui résident actuellement en France et travaillent aux côtés de leurs camarades français sauront comprendre qu'ils doivent se mettre fermement aux côtés des ouvriers révolutionnaires français qui luttent contre les exploiters. Ils sauront tirer de ces luttes des enseignements qui permettront demain, au prolétariat antillais de chasser des Antilles la même couche d'exploiteurs qui, actuellement, affament nos camarades restés sur place en Martinique et en Guadeloupe. La lutte contre les capitalistes de tout poil est une seule et même lutte menée par les ouvriers de tous les pays pour le renversement de la société "pourrie" dans laquelle nous vivons.

MARTINIQUE

LA SITUATION SOCIALE

LA S.I.A.G. FERMERA BIENTÔT.

Après la fermeture de l'usine du Marin qui jetait au chômage tous les ouvriers de l'usine et entraînait aussi à sa suite la ruine de dizaines de colons (dont ceux du Vauclin), la faillite des petits boutiquiers, des transporteurs de cannes, etc..., c'est la SIAG, société d'Etat, qui licencie 90 employés.

Du jour au lendemain, 90 familles sont privées de ressources et ont peu d'espoir de retrouver un emploi.

La SIAG n'a pourtant pas hésité à souligner qu'elle avait dédommagé les licenciés. Belle consolation, quand on a devant soi un avenir de chômeurs et des enfants à nourrir.

Poursuivant sa campagne d'auto-félicitations, la S.I.A.G. par l'entremise du journal "France-Antilles" s'est fait dresser un panégyrique pour ses soit-disant "oeuvres sociales". De quoi s'agit-il ? De faire beaucoup de bruit pour rien.

En effet, la SIAG est chargée de faire disparaître les bidonvilles, ou plutôt de les déplacer des endroits les plus visibles, trop proches des beaux quartiers, vers les coins plus reculés, généralement malsains.

Pour "bénéficier" d'un lopin de terre de la SIAG, il faut payer et payer cher pour avoir le droit d'installer sa maison : 650 000 AF. ! Autant dire que les possesseurs de ces lopins de terre sont plutôt rares et que cette affaire est encore une manière d'en mettre plein la vue.

BLOCAGE DES PRIX DES LEGUMES DES PETITS PLANTEURS MARTINIQUAIS.

Le préfet vient de bloquer les prix des légumes des petits planteurs. Mais si le préfet s'entend à jouer le rôle de défenseur du consommateur, sur la tête des petits paysans, pourquoi donc ne prend-il pas une série d'arrêtés pour bloquer les prix de toute la série des produits qui viennent de France, du gaz butane qui vient de subir une deuxième augmentation dans l'espace de trois mois, de l'essence, etc...? Pourquoi ne s'attaque-t-il pas au monopole commercial des capitalistes français pour qui la Martinique est un marché réservé ? Pourquoi s'attaquer particulièrement à la petite production locale et

acculer les petits paysans à la ruine.

Car en fait la mesure de blocage aboutira à la faillite des petits producteurs locaux. Si les produits qu'ils mettront en vente ne pourront pas dépasser un certains prix, les engrais, les plants, les outils qu'ils sont obligés d'acheter et qui sont importés, eux, ne cessent d'augmenter et là, il n'y a pas de blocage des prix.

Dans des conditions pareilles, on aboutira encore à la disparition progressive des cultures vivrières.

Il est temps que les travailleurs et les paysans s'organisent pour chasser tous les représentants du gouvernement français et tous les exploiters de toute race qui ne cessent d'acculer les travailleurs à la ruine et à la famine.

IGNACE

A LA GUADELOUPE LES TRAVAILLEURS SONT SANS ORGANISATIONS FACE AUX PATRONS

Après la fermeture de l'usine Marquisat, la faillite de l'entreprise Ghisoni-Zannella, les licenciements à Beauport et Sainte Marthe, la vague continue avec Darboussier et l'usine de Despointes à Marie Galante.

Darboussier, dès la rentrée, renvoyait 50 ouvriers d'une part, et d'autre part, s'attaquait à l'ensemble du personnel en procédant à une réduction de salaire tout à fait arbitraire.

C'est ainsi qu'un ouvrier qui auparavant touchait la somme de 3 F 63 de l'heure, n'a plus que 3 F 42. Ces 21 centimes de l'heure qui sont volés finissent au bout du mois par s'élever à 48 F sur une paye déjà maigre.

Cette attaque patronale déclencha le mécontentement général parmi les ouvriers de Darboussier. Et la direction, non contente de procéder à des réductions de salaire, renvoya 2 ouvriers qui avaient protesté. Jusqu'à présent, les choses en sont là.

A l'usine Grand-Anse à Marie Galante, la Direction renvoie 13 ouvriers pour "suppression d'emplois" et ne manque pas d'inclure les ouvriers les moins dociles parmi le lot des licenciés.

Régulièrement des conflits et des licenciements laissent sur le pavé des pères de familles nombreuses... proie facile du BUMIDOM, ces ouvriers, leurs femmes et leurs enfants viendront encore grossir les rangs de l'émigration ou n'auront que le choix de survivre, en Guadeloupe, en proie à la sous-alimentation, au chômage perpétuel. Voilà la perspective qu'offre le gouvernement français aux ouvriers guadeloupéens.

Dans les conflits réguliers qui éclatent entre le patronat et la classe ouvrière, le prud'homme intervient ; mais dans la plupart des cas les patrons y bénéficient d'une bienveillante indulgence.

L'affaire du renvoi illégal des délégués du personnel et du syndicat de l'usine de Gardel qui dure depuis plusieurs mois

en est d'ailleurs une preuve.

Au cours des jours et des semaines qui suivirent ces licenciements, le Conseil de Prud'homme n'a cessé de reculer devant la décision à prendre, décision qui ne pouvait que condamner un licenciement sans motif. Pour faire reculer l'échéance, ne pouvant se décider à condamner la direction de l'usine Gardel, le Prud'homme vient de réclamer qu'une autre enquête soit ouverte pour "l'éclairer" davantage !!

Dans toutes ces luttes ouvrières contre le patronat, les grands absents sont le Parti Communiste Guadeloupéen, mais aussi toutes les autres organisations.

Si le PCG propose une action, et nous verrons plus qu'il s'agit plutôt d'un faux-semblant, les différentes organisations qui prétendent être "le pilote" ou l'organisateur "du peuple" contre le gouvernement, désertent, elles, singulièrement les lieux où la classe ouvrière mène un combat de chaque jour.

Aucune tentative, aucun travail d'organisation des ouvriers d'usines, ne se fait sentir. Partout, les ouvriers semblent bien être livrés aux patrons sans aucune organisation pour les aider, coordonner leurs luttes et les conseiller.

Le Parti Communiste Guadeloupéen ne condescend, lui, qu'à des actions prévues par la loi, dans son cadre ; c'est l'appel au prud'homme, quand ce n'est pas l'éternelle et inutile pétition aux pouvoirs publics.

De longues années d'expérience ont pourtant appris qu'aux Antilles, comme dans toute colonie, les lois sont rarement appliquées quand il s'agit de pénaliser un patron ou une personnalité " en place".

En Guadeloupe, la bourgeoisie présente un visage sans fard, elle attaque carrément la classe ouvrière, sans aucun détour, et viole ses propres lois quand il s'agit de défendre ses intérêts.

Face à cette situation d'illégalité permanente, de viols constants des lois les plus élémentaires, que propose le Parti communiste Guadeloupéen ? "Pour stopper, dit-il, la catastrophe économique et sociale, il nous faut obtenir :

- 1°) L'application des lois sur le chômage.
- 2°) Le maintien de l'activité des usines existantes.
- 3°) L'achat par le Département de toutes les unités économiques défaillantes".

Si l'on peut exiger que la loi d'allocation chômage soit appliquée de la même manière qu'en France, il ne s'agit pas pour autant de considérer l'allocation-chômage comme l'une des "solutions". Il ne s'agit pas non plus de nous transformer en une classe d'ouvriers "assistés" et de chômeurs "reconnus".

De plus, la loi concernant l'allocation-chômage total pourrait facilement être mise hors de service, car pour en bénéficier, il faut justifier

d'un travail régulier, continu, pendant 150 jours au cours des douze derniers mois.

L'on sait bien qu'aux Antilles rares sont ceux qui peuvent conserver un emploi pendant plusieurs mois; l'irrégularité, le travail saisonnier, les "jobs" à prévoir à la petite semaine, quand ce n'est pas au jour le jour, sont le lot réservé à la plupart des travailleurs.

Prendre donc cette allocation chômage comme moyen de stopper la "catastrophe" marque plutôt, de la part du PCG, l'abandon de plus en plus complet de l'organisation des luttes ouvrières.

Quant au "maintien de l'activité des usines existantes" et leur achat par le département de toutes les unités défaillantes, nous pensons que les travailleurs n'ont pas à réclamer l'héritage d'entreprises qui sont déjà au bord de la faillite.

Le sucre n'est plus la poule aux oeufs d'or, la source inépuisable de richesse qu'il était auparavant.

Au début de la colonisation, les Antilles étaient parmi les rares producteurs de sucre. Ce qui est rare, est cher; ce qui explique les fabuleux bénéfices que les riches planteurs tiraient de la culture de la canne. De plus, les Antilles produisaient d'autres denrées luxueuses dont la production s'est tarie depuis.

Mais, de nos jours, tel n'est plus le cas. Les planteurs ont à subir la concurrence d'autres pays beaucoup plus vastes, dont la production est plus large, dont la culture, plus mécanisée diminue le prix de revient. L'abondance du sucre de canne fait tomber les prix. Les grosses sociétés sucrières ne font plus le poids malgré les subventions d'Etat. Cela se traduit déjà par une diminution progressive de la production de sucre et de rhum :

- 1966	Sucre	171 000 tonnes
- 1968	"	150 000 "
- 1969	"	145 000 "

Le rhum passe de :

62 000 hectolitres en 1963 à
51 000 hectolitres pour 1967.

La bourgeoisie française va donc opérer peu à peu au rétrécissement de ses capitaux dans le domaine sucrier, car cela ne lui rapporte plus assez de bénéfices.

C'est tout cela: manque de direction politique de la classe ouvrière, rétrécissement de l'investissement des capitaux privés dans l'industrie, qui explique la situation sociale actuelle.

C'est donc en fonction de cela que les militants pourraient déterminer leur conduite. D'une part, créer cette direction politique qui manque aux travailleurs, créer cette organisation de classe dans les rangs des ouvriers. Cela seul permettra par la suite, d'éviter les défaites et la démoralisation. Car il serait possible, sans tomber dans l'affrontement violent, tel celui de Mai 67, qu'une mobilisation des travailleurs de toute la Guadeloupe, et

c'est aussi valable à la Martinique où la situation suit la même courbe, impose aux patrons de mettre un frein à leurs mesures de répression, à leurs attaques contre les travailleurs ; et même dans le cas des entreprises qui doivent fermer, les travailleurs pourraient imposer, soit que la fermeture soit repoussée jusqu'à ce qu'ils soient tous réembauchés ailleurs, soit que l'usine et donc les cultures faites sur les terres de l'usine soient transformées dans un sens qui convienne à la population (développement des cultures vivrières, de l'élevage, etc...). Les capitalistes des différentes sociétés anonymes qui ont dominé l'économie antillaise pendant des décennies, ont accumulé suffisamment de profits pour que les travailleurs les obligent à porter, aujourd'hui, la responsabilité de la situation catastrophique qui est créée. Ils peuvent payer, qu'ils paient ! Telle devrait être la ligne de la classe ouvrière.

Ce que nous pouvons réclamer, c'est que, d'autre part, les travailleurs obtiennent la distribution des terres des usines aux petits cultivateurs et aux ouvriers agricoles. Ceci dans le cas des usines fermées.

Les sociétés sucrières ont supprimé les emplois ; mais il n'est pas question que les travailleurs payent l'incurie des grosses sociétés, et soient condamnés à la famine. Ce qu'il faut, c'est s'installer sur les terres, prendre les terres et les cultiver, se préparer, s'habituer à gérer la production des légumes, des fruits, c'est montrer que l'obstacle principal qui empêche les travailleurs antillais de vivre, de manger, c'est la clique des gros possédants, que seul un pays libre de la tutelle coloniale et géré par les travailleurs pourra faire sortir l'ensemble de la population de l'ornière, de la misère et de la sous alimentation.

Bien sûr, nous ne pensons pas que les Antilles, mêmes gérées par les travailleurs puissent devenir une "puissance économique" ou un pays développé économiquement. Mais il peut se créer, sous la direction des travailleurs, une économie, une société qui permettraient de vivre plus agréablement que dans la société coloniale, sous la pression des CRS, du chômage ou de l'émigration.

CLAIRE GOYA

UN SCANDALE DE PLUS LE SCANDALE DE LA CANTINE DE BASSE-TERRE

Le F.A.S.S. (Fonds d'Action Sanitaire et Sociale), organisme d'Etat, s'occupe, depuis plusieurs années de gérer les cantines. Le F.A.S.S. dispose pour cela d'un budget de 212 millions pour 6 000 enfants, (alors que l'organisme qui s'en occupait avant ne disposait que 15 millions d'A.F.) Ces fonds proviennent non pas de subventions d'Etat ou municipales, comme on pourrait le croire, mais des prélèvements opérés sur les allocations familiales des travailleurs.

212 millions, c'est une somme qui aurait dû permettre la distribution de repas sains et copieux aux écoliers. Il n'en est rien et seuls 2 centres bénéficient de repas journaliers.

Au Carmel, 190 enfants sur 500 peuvent aller à la cantine ; à la Circonvallation, les repas sont servis un jour sur deux ; à l'école Elie Chauffrein également, à l'école du Petit-Paris c'est le comble, car aucun repas n'y a jamais été servi aux enfants.

La Pagaille la plus complète règne. Le Progrès Social rapporte à ce propos : "On n'a pas pensé pour les repas aux réfectoires, aux serveuses et aux surveillants... Les surveillants actuels sont les instituteurs qui assurent leur tâche avec dévouement. Mais ils ne peuvent toujours sacrifier leur repas de midi. L'horaire perturbé des arrivées des repas ne facilite en rien leur tâche. Malgré les demandes formulées par les Directeurs de groupe pour le recrutement d'auxiliaires, les choses sont en l'état... Contrairement aux règlements qui veulent que le service des repas soit assuré à onze heures les enfants ne peuvent manger qu'à douze heures, voire douze heures trente ! Dans les centres où il n'y a pas de tout de réfectoire on voit d'ici l'aspect catastrophique de ces repas absorbés à la sauvette dans un petit coin par un petit enfant affamé et pressé!"

Ainsi donc, non content de prélever sur l'allocation familiale des travailleurs pour subventionner les cantines, le F.A.S.S. s'avère incapable de servir des repas réguliers à tous les écoliers, et des enfants de travailleurs se voient supprimer des repas un jour sur deux.

A côté de cela, le gérant et tous ceux qui le soutiennent dans cette entreprise se remplissent les poches, faisant bénéficier en outre leur petits copains d'achats, de marché privilégié, à des prix naturellement forts.

La cantine subventionnée par l'argent des travailleurs doit servir à nourrir convenablement tous les écoliers et non remplir les poches des gérants et de leurs amis, marchands grossistes et autres profiteurs.

Mais au fait, nous parlons de ce scandale, mais ce n'est qu'UN scandale parmi tant d'autres. La corruption et la gabegie règnent en maître, aux Antilles. On pourrait parler de la gestion des municipalités, des adjudications entre "petits copains", des pots-de-vin reçus par les secrétaires de Mairie et les Maires eux-mêmes, des scandales dans les écoles sur les fournitures scolaires, des routes construites au rabais, des bâtiments publics construits au rabais, de la spéculation sur les terres mises en vente par les sociétés anonymes sucrières, etc... La liste serait longue si nous insistions. Mais dans chacun de ces cas, dès que nous aurons des informations précises, nous les publierons.

PAUL JEAN-CHRISTOPHE

LES ATTENTATS EN ITALIE

Vendredi 12, plusieurs attentats à Rome et à Milan faisaient 14 morts et plus d'une centaine de blessés. Aussitôt, une formidable armada policière entreprit de faire un coup de filet sur les groupes extrémistes de gauche, anarchistes, prochinois, trotskystes, etc... et de droite mais, si des groupes d'extrême droite fascistes furent appréhendés, c'est surtout vers les milieux gauchistes que la répression policière s'abattait et la presse bourgeoise, aussi bien en Italie qu'en France, s'ingénia à stigmatiser les gauchistes comme elle l'avait fait pour l'assassinat de Sharon Tate.

L'empressement mis à la répression contre les gauchistes, le "suicide" de l'ouvrier anarchiste présumé coupable pourrait faire croire à une immense provocation fasciste avec la complicité du gouvernement. Nous ne pouvons l'affirmer certes, mais nous ne sommes pas tenus non plus de croire les flics italiens. D'autant plus que les attentats ont lieu en pleine période de crise politique et que la bourgeoisie italienne aurait intérêt à créer un climat de peur incitant au "retour à l'ordre", à la "stabilité".

En effet, l'incapacité de la démocratie italienne de trouver une majorité stable au parlement, les multiples grèves ouvrières de ces derniers mois, les activités des mouvements gauchistes, les manifestations des groupuscules fascistes forment la toile de fond sur laquelle se dessine les attentats de Milan et de Rome. Ainsi, ils pourraient être un prétexte pour la bourgeoisie italienne d'accélérer à la manière Grecque, le dénouement de la crise politique, par un gouvernement militaire dictatorial.

Ainsi, on peut prévoir que, après les gauchistes de tout bord, c'est la C.G.T.I., le P.C.I. qui seraient l'objet de la répression, puis systématiquement tous les ouvriers soupçonnés d'être de gauche. Seulement, les ouvriers italiens qui ont montré leur combativité dans de nombreuses grèves ces derniers temps ne se laisseront pas faire aussi facilement.

Mais c'est dès maintenant qu'ils doivent être sur leurs gardes et s'organiser car, par delà les gauchistes qui sont maintenant l'objet principal de la répression policière, l'ensemble de la classe ouvrière peut être directement visé dans quelque temps.

LA HAYE : BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN

Périodiquement, les différents représentants des six plus importantes bourgeoisies européennes se réunissent pour discuter chaque fois d'une éventuelle relance de "l'unité européenne", de la coopération en tout genre, économique, social, politique, etc...

On commence à être habitué à ces prises de position optimistes, à ces discours à faire rêver sur l'entente internationale, etc... A la dernière conférence de la Haye, ou d'ailleurs, aucune décision précise n'a été prise, ce fut le refrain habituel.

Comment concilier le capitalisme privé, les intérêts de chaque nation et l'unité économique, monétaire, sur un plan international ? C'est ce que "les six" essaient de faire, et à chercher à concilier l'inconciliable, ils ne font que confirmer leur lamentable médiocrité.

Et depuis son existence, le marché commun n'est qu'une succession de relances et d'échecs sans que jamais on soit arrivé à une unité stable. C'est que, à chaque fois qu'un de ces pays sent ses intérêts nationaux mis en cause par une crise quelconque, il s'empresse de tirer son épingle du jeu et n'hésite pas à se tirer d'affaire sur le dos du voisin. C'est ainsi qu'après la dévaluation du franc entraînant une plus grande exportation des produits agricoles, coûtant moins cher, vers l'étranger et notamment l'Allemagne, le gouvernement Allemand s'empressa de taxer les importations pour freiner la rentrée des produits français. De même, le problème de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la communauté à pour cause les intérêts divergents, principalement de l'Allemagne et de la France. L'un souhaite l'entrée de la Grande-Bretagne de façon à profiter du Commonwealth, marché appréciable, l'autre craint fortement la concurrence des produits de ce même marché. Nous passons sur toutes les autres divergences tant il y en a.

On voit donc mal comment pourrait se réaliser cette unité européenne, sans que les gouvernements fassent fi des intérêts de leurs bourgeoisies respectives. Ce qui est impossible. Et ce n'est pas les déclarations de façade de Pompidou, faisant figure de leader européen, à la Haye, qui changeront quoi que ce soit.

Ce n'est pas dans l'Europe des capitalistes que l'unité économique, social et politique des différents pays d'Europe pourra se réaliser, mais seulement dans une fédération socialiste européenne, dans une Europe dirigée par les ouvriers car, eux seuls, n'ont pas d'intérêts privés à sauvegarder ou d'intérêts nationaux à défendre.

USA : LES PANTHÈRES NOIRES SONT RÉPRIMÉES PAR LA POLICE AMÉRICAINE

Depuis quelque temps la répression contre l'organisation révolutionnaire noire, le "Black Panthers", s'aggrave.

A Chicago, ce sont deux militants noirs qui ont été purement et simplement abattus par la police, dans leur lit. Le rapport des médecins déclare :

"Un impact de balle a été découvert dans le front de Fred Hampton, au-dessus de l'arcade sourcilière droite. Un examen de l'angle de tir montre que si F. Hampton était couché sur le dos, la personne qui a tiré devait se trouver juste au-dessus de lui, vers la droite, à la hauteur de sa tête.

Une autre balle a pénétré sous l'oreille droite et est sortie de l'autre côté, à la base du cou. L'angle de tir est exactement le même. Les deux autres balles ont touché le bras et l'épaule. Elles ont été tirées dans la même position".

Le 8 décembre, une véritable bataille rangée opposait 300 policiers à des militants du "Black Panthers", retranchés dans leur siège, à Los Angeles. La bataille devait durer cinq heures. Trois policiers, deux militants étaient blessés.

Ce ne sont là que des exemples pris dans une masse de faits du même genre. C'est depuis près de deux ans, que les mouvements politiques noirs-américains subissent la répression policière.

Actuellement, celle-ci est plus particulièrement dirigée contre les "Panthères Noires" qui sont en ce moment le mouvement le plus radical et vraisemblablement le plus organisé, parmi les groupes politiques noirs. Dans la mesure où il exprime la colère, la haine contre les blancs racistes, la volonté de lutter contre la misère de milliers de noirs plus ou moins parqués dans les ghettos des grandes villes, les "Black Panthers" (Panthères Noires) constituent à plus ou moins longue échéance un réel danger pour la classe dominante aux U.S.A.

Mais avec les Panthères Noires, c'est toute la population noire qui est visée par la répression, dans la mesure où de plus en plus les noirs américains sont décidés à lutter armes en main contre le sort qui est le leur depuis des siècles.

Pourtant, il ne faut pas se faire d'illusions, les noirs américains, seuls, isolés des travailleurs blancs américains, ne pourront résister éternellement à la guerre que leur a déclaré le gouvernement américain.

Et si des organisations telles les Panthères noires luttent pied à pied courageusement dans des conditions extrêmement difficiles, il n'en reste pas moins qu'elles ne conçoivent pas la lutte des noirs américains dans le cadre de la lutte de classes contre la bourgeoisie américaine : c'est-à-dire, que les Panthères noires ne s'adressent pas à la classe ouvrière blanche, elles ne conçoivent pas une stratégie d'ensemble, ouvriers noirs et ouvriers blancs, dirigée contre le capitalisme. Pour cela, il faudrait déjà que les Panthères Noires se réclament des ouvriers noirs, en tant que classe, et ne s'adressent pas aux noirs, en tant que noirs.

Il ne s'agit pas là d'une question sans importance. Le peuple noir américain est porteur d'une immense énergie révolutionnaire, et d'un immense espoir; mais cette énergie ne pourra satisfaire cet espoir, qu'en étant le ferment d'une immense explosion révolutionnaire, entraînant dans son mouvement tous les opprimés noirs et blancs contre le capitalisme américain.

A défaut d'une telle orientation, il est plus sûr de voir triompher, à brève ou longue échéance, la répression sous toutes ses formes (policière ou fasciste par exemple).

Il est donc de la plus grande importance que, barrage soit fait à la répression contre les militants noirs, et cela tous les militants révolutionnaires peuvent y contribuer, si peu soit-il en faisant connaître les conditions mêmes de la lutte des noirs américains.

De même, d'autre part il est de la plus grande importance qu'une orientation véritablement internationaliste apparaisse parmi les noirs américains. Car, en définitive, ce sera le plus sûr moyen de protection ; car cela permettra une politique plus juste des organisations noires en liaison avec le mouvement ouvrier blanc, ce qui est, en définitive, la seule possibilité pour faire échec à la répression.

NOEL CANTUS